

## Les «décisions d'Istanbul» orienteront l'action du FMI, alors que les pays repensent le monde de l'après-crise

Bulletin du FMI en ligne  
6 octobre 2009

- La communauté internationale doit continuer de coopérer pour remodeler le monde de l'après-crise
- Le FMI a un rôle important à jouer dans la coopération économique mondiale et la reprise
- Les «décisions d'Istanbul» orienteront l'action du FMI dans l'année qui vient

**Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du FMI, a déclaré devant les dirigeants des 186 pays membres de l'institution réunis à Istanbul que la coopération mondiale avait permis d'éviter que le monde ne s'enfonce davantage dans la crise et que les dirigeants devaient maintenant saisir cette occasion pour repenser le monde d'après la crise.**

Il y a un an, on craignait le pire. Mais, après une action concertée pour combattre la crise, le bord du gouffre semble s'être éloigné. «Même s'il est encore beaucoup trop tôt pour crier victoire, nous avons au moins pris le chemin de la reprise.»

S'exprimant lors de l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale qui se tenait en Turquie, M. Strauss-Kahn a déclaré que les dirigeants des pays membres ont une occasion historique de mettre en place les conditions nécessaires pour enclencher un «cercle vertueux de la paix et de la prospérité» s'ils continuent d'œuvrer ensemble et avec le FMI pour définir l'action à mener.

M. Strauss-Kahn a noté les «profonds changements» que la coopération internationale formelle et informelle avaient apportés, ajoutant que «face à la crise, les pays ont uni leurs forces pour affronter les problèmes communs avec des solutions communes, au service du bien commun de l'humanité». Selon le Directeur général, la relance budgétaire, qui a représenté près de 2 % du PIB mondial au cours de l'année écoulée, a été un facteur déterminant pour combattre la crise; il a noté que les pays s'emploient à corriger les principales faiblesses de leur secteur financier, et que s'ils maintiennent le cap de ces réformes, la reprise en profitera.

**Les «décisions d'Istanbul» — quatre domaines de réforme**

M. Strauss-Kahn a déclaré que «nous avons énormément avancé mais nous sommes encore loin du but». À l'issue de sa réunion le 4 octobre, l'organe directeur du FMI, le Comité monétaire et financier international (CMFI), a demandé au FMI de s'attaquer à quatre réformes clés : le mandat de l'institution, son rôle de financement, la surveillance multilatérale et la gouvernance. Ces «décisions d'Istanbul» constitueront l'axe de travail du FMI dans l'année à venir.

Le comité est convenu de continuer d'appliquer des politiques de relance jusqu'à ce que la reprise mondiale se soit durablement installée et a appuyé la réforme de la gouvernance du FMI visant à assurer une meilleure représentation des pays émergents et en développement dynamiques.

Les quatre décisions portent sur les points suivants :

- Il convient de réexaminer le **mandat du FMI** pour qu'il englobe l'ensemble des politiques macroéconomiques et liées au secteur financier qui influent sur la stabilité de l'économie mondiale.
- Il faut déterminer **comment faire fond sur le succès remporté par la ligne de crédit modulable et mettre en place un système d'assurance pour un plus grand nombre de pays en tant que prêteur de dernier ressort**. Les ressources du FMI étant actuellement limitées par rapport à la demande de réserves de précaution, le CMFI a demandé au FMI de voir si le développement de ses instruments et mécanismes pourrait aider à résoudre le problème.
- Il convient d'examiner si le développement des instruments de financement du FMI, tels que la ligne de crédit modulable, pourrait aider à résoudre le problème des déséquilibres mondiaux **en réduisant la nécessité pour certains pays de se créer leur propre assurance face à la crise** en accumulant des réserves considérables.
- Le CMFI a approuvé la proposition faite au FMI par les pays du G-20 de participer à l'exercice d'**évaluation mutuelle de leurs politiques économiques**. Cela représente pour le FMI une nouvelle forme de surveillance multilatérale.
- Le CMFI a approuvé le pas en avant considérable qui a été fait dans le domaine de la **gouvernance** et accepté par le G-20, à savoir le transfert, d'ici janvier 2011, d'au moins 5 % des quotes-parts des pays surreprésentés aux pays émergents et en développement dynamiques qui sont sous-représentés.

### **Un moment critique pour l'économie mondiale**

«Et maintenant, nous nous trouvons à un moment critique», a souligné M. Strauss-Kahn. «L'histoire nous enseigne que lorsque les nations du monde joignent leurs forces pour affronter les problèmes communs dans un esprit de solidarité, il est possible d'enclencher le cercle vertueux de la paix et de la prospérité, et d'éviter le cercle vicieux des conflits et de la stagnation».

Le Directeur général a engagé les pays à «saisir cette occasion pour repenser le monde d'après la crise», ajoutant que tous les pays «doivent s'adapter et accepter le changement» et que le FMI doit changer aussi. «À l'époque de la mondialisation, la politique économique globale ne peut plus seulement relever d'un petit nombre de pays. La montée en puissance du G-20 — groupe qui accueille en son sein les économies émergentes dynamiques, est l'un des événements les plus notables de l'an dernier qui reflète cette nouvelle réalité. Ce sont les dirigeants du G-20 qui ont mobilisé l'immense potentiel de la coopération économique internationale. Et récemment, à Pittsburgh, ce sont eux qui ont déclaré que les décisions prises au niveau national devraient toujours être guidées par le souci de l'intérêt général au niveau mondial.»

### **Tirer parti de cette dynamique**

«Il faut absolument tirer parti de cette dynamique. Le G-20 est plus représentatif que le G-7, mais il y a encore beaucoup de pays qui ne font pas partie de ces enceintes, surtout en Afrique. Le FMI, lui, compte 186 pays membres, parmi lesquels les pays à faible revenu, c'est à-dire des milliards d'habitants pauvres et économiquement marginalisés. Eux aussi doivent pouvoir faire entendre leur voix. Eux aussi doivent pouvoir prendre part à l'économie mondiale. Nous avons besoin d'une coopération entre tous les pays du monde», a déclaré M. Strauss-Kahn.

Dans cette optique, le FMI est prêt à promouvoir une coopération économique mondiale plus poussée. Mais le Directeur général a demandé instamment aux ministres des finances et aux gouverneurs de banque centrale de faire le nécessaire pour renforcer la légitimité du FMI dans tous les pays membres.

Cela commence par un réexamen du mandat du FMI pour que ce dernier «englobe l'ensemble des politiques macroéconomiques et liées au secteur financier qui influent sur la stabilité de l'économie mondiale». M. Strauss-Kahn a noté que «la crise actuelle n'a guère de rapport avec les comptes courants ou les variations de change, qui focalisent traditionnellement l'attention du FMI. À une époque où les flux de capitaux sont très élevés et très mobiles et peuvent circuler d'un bout à l'autre de la planète, il nous faut une mission élargie.»

Il s'agit aussi de prendre une décision ferme sur le transfert, d'ici janvier 2011, d'au moins 5 % des quotes-parts des pays surreprésentés aux pays émergents et en développement dynamiques qui sont sous-représentés. «Ce redéploiement renforce la légitimité du FMI et constitue un gage solide de son efficacité future », a noté M. Strauss-Kahn. «Puisque nous parlons d'avenir, il est une réforme convenue par le passé qui tarde à être mise en œuvre : seuls 36 des 111 pays nécessaires ont adopté la législation relative à la réforme de 2008 concernant les quotes-parts et la représentation. J'invite donc instamment les pays concernés à prendre aussi vite que possible les mesures requises.»

«En définitive, l'entreprise dans laquelle nous nous sommes lancés tous ensemble est affaire de paix et de stabilité. Elle concerne le bien-être et la sécurité des quelque sept milliards de personnes qui peuplent notre planète. Comme John Maynard Keynes l'avait

noté lors de la création du FMI, l'espoir était alors que «la fraternité des hommes ne soit plus un vain mot». Une occasion historique nous est donnée de remodeler le monde de l'après-crise, et de faire de cette fraternité une réalité», a conclu M. Strauss-Kahn.

*Les commentaires sur cet article sont à envoyer à [imfsurvey@imf.org](mailto:imfsurvey@imf.org).*